

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 12 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Cyclamen SAS

RD662
Lieu-dit Bannstein
57230 Éguelshardt

Références : EGUELSHARDT_CYCLAMEN_2023-07-12_RAPVI_JPBK_24809
Code AIOT : 0003014111

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 mars 2023 dans l'établissement Cyclamen SAS implanté RD662 Lieu-dit Bannstein 57230 Éguelshardt. L'inspection a été annoncée le 6 mars 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite à l'arrêté préfectoral d'enregistrement DCAT/BEPE/n°2022-10 acté par le préfet le 12 janvier 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Cyclamen SAS
- RD662 Lieu-dit Bannstein 57230 Éguelshardt
- Code AIOT : 0003014111
- Régime : Enregistrement

Cyclamen est soumis à l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en raison de son activité de tri de métaux (rubrique 2713) pour une superficie totale de 4 570 m².

Le site est également soumis à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Le site fonctionne 24h/24, 7j/7. Samedi en journée et dimanche en journée, aucun employé ne travaille, et l'installation fonctionne automatiquement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance du cours d'eau
- Moyens de lutte contre l'incendie
- Vérification des installations électriques
- Admission des déchets
- Rejets effluents (valeurs limites d'émission et mesures périodiques)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Surveillance du cours d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, Chapitre 1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, Chapitre 1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Rejets effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018 applicable à la rubrique 2713, article 14 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018 applicable à la rubrique 2713, article 20	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018 applicable à la rubrique 2713, article 10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (partiel)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.III.a (partiel) et article 1 (partiel) de l'Arrêté du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport établi consécutivement à cette visite laisse apparaître :

- quatre non-conformités : l'absence de résultats d'analyse de la rivière Falkensteinbach en amont et en aval ; l'absence d'un bassin d'eau d'extinction incendie ; la non-réalisation d'un réseau complet de collecte des effluents aqueux ; l'absence de contrôle des effluents aqueux de moins d'un an ;
- un écart susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure : la présence d'un dépôt de poussière dans les armoires électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance du cours d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, chapitre 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la rivière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Par lettre du 1 ^{er} avril 2021, en complément du dossier d'enregistrement déposé le 4 septembre 2020, Cyclamen s'engage à mettre en oeuvre une surveillance du cours d'eau en aval (ainsi qu'en amont comme point de référence) : ➤ sur l'eau : mesure des Hydrocarbures totaux (HCT), du Cadmium et de ses composés (Cd), du Cuivre et de ses composés (Cu), du Chrome et de ses composés (Cr), du Nickel et de ses composés (Ni) , du Plomb et de ses composés (Pb), du Zinc et de ses composés (Zn), à une fréquence d'un prélèvement mensuel pendant 12 mois cycliquement tous les 3 ans, un prélèvement par an les deux autres années aux points situés en aval et en amont du site ➤ dans les sédiments : mesure du Cuivre et de ses composés (Cu), du Chrome et de ses composés (Cr), du Nickel et de ses composés (Ni) à une fréquence d'un prélèvement par an cycliquement tous les 3 ans aux points situés en aval et en amont du site ➤ sur le vivant : étude des macro-invertébrés à une fréquence d'une fois par an cycliquement tous les 3 ans aux points situés en aval et en amont du site Ce programme d'analyse sera dans la mesure du possible mené en collaboration avec le Parc Naturel Régional des Vosges du Nord.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les rapports d'analyse. Il explique que c'est le Parc Naturel Régional des Vosges du Nord (PNRVN) qui réalise les analyses. Par courriel du 27 mars 2023, l'exploitant a transmis un document concernant la qualité de la rivière et une synthèse de l'état écologique de la rivière Falkensteinbach à Philippsbourg, soit en aval du site de Cyclamen. Ce document indique notamment : - les analyses des macro-invertébrés aquatiques sur le Falkensteinbach à Philippsbourg, dont l'ensemble des résultats montre un milieu de bonne qualité ; - les analyses hydrobiologiques sur les peuplements de diatomées aquatiques, qui conclut que " <i>la rivière semble présenter une bonne qualité d'eau et de milieu malgré l'impact la présence d'étang en amont immédiat</i> " de Philippsbourg ; - les analyses physico-chimiques mensuelles de 2022, qui montrent une qualité d'eau en bon état. Au vu du courrier de l'exploitant du 1 ^{er} avril 2021, complétant le dossier d'enregistrement, les analyses en aval du site sont incomplètes : il manque les analyses de la plupart des métaux, dans l'eau et dans les sédiments. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport d'analyse du Falkensteinbach en amont de l'installation. Aussi, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les éléments du dossier d'enregistrement relatifs à la surveillance environnementale du cours d'eau le Falkensteinbach.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, chapitre 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Par lettre du 14 décembre 2021, en complément du dossier d'enregistrement déposé le 4 septembre 2020, Cyclamen s'engage à construire une réserve incendie : "La réserve sera implantée à environ 50 mètres du bâtiment. Le dossier technique sera fourni au SDIS pour validation".
Constats : Le site ne comportant aucun poteau incendie à proximité, l'exploitant a indiqué dans son courrier du 14 décembre 2020 complétant son dossier qu'il ferait implanter une réserve incendie à environ 50 m du bâtiment. L'inspection a constaté l'absence de cette réserve le jour de l'inspection. L'exploitant a alors présenté un bon de commande daté du 14 mars 2023 pour la réalisation de différents travaux, dont la construction de cette réserve incendie, par un prestataire extérieur. L'exploitant précise qu'il est prévu que les travaux s'achèvent fin juillet 2023. Le bon de commande, non visé par le fournisseur, ne constitue pas une garantie suffisante sur l'engagement des travaux. Aussi, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications des moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"> - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un plan des installations avec l'emplacement des extincteurs. Le dernier rapport de la vérification des extincteurs effectuée le 23 janvier 2023 a été présenté à l'inspection. Le document signale que deux extincteurs sont inaccessibles. L'inspection rappelle qu'il appartient à l'exploitant de rendre accessibles ces deux extincteurs. Par ailleurs, lors de la visite du site, l'inspection a effectué par sondage une vérification des extincteurs : tous les extincteurs examinés ont effectivement été vérifiés en janvier 2023.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Périodicité des vérifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le compte-rendu du 30 mai 2022 de la vérification périodique du système électrique réalisée sur site les 9 et 13 mai 2022. Le contrôleur de la société prestataire de vérification a notamment constaté la "présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques". Lors de la visite du site, l'inspection a également observé un dépôt de poussière dans une armoire électrique. Pour remédier à ce problème, de l'air extérieur est insufflé au moyen d'un tuyau dans l'armoire électrique, limitant ainsi l'infiltration de la poussière. Pour autant, ce système est insuffisant, puisque de la poussière continue de pénétrer et se déposer dans l'armoire électrique. L'exploitant précise également que l'activité du site cesse durant 1 semaine en hiver et 1 semaine en été pour maintenance. Il en profite donc pour évacuer la poussière des armoires électriques deux fois par an. Au regard de la poussière présente dans l'armoire électrique observée par l'inspection et de la remarque formulée dans le rapport de vérification du système électrique du mai 2022 évoquant un danger, l'installation ne peut être considérée comme "entretenu en bon état", comme le prescrit l'article 10 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 cité supra. Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de justifier sous un délai de 2 mois l'entretien en bon état des armoires électriques.</p> <p>Observation: A la demande de son assurance, l'exploitant a fait procéder par un second prestataire extérieur à l'examen par thermographie infrarouge des installations électriques le 3 août 2022. Aucune anomalie n'a été constatée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.III.a (partiel) et article 1 (partiel) de l'Arrêté du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 [...] III. Procédure d'admission [...] a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : [...] - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; [...]</p> <p>Article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021</p>

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

[...]

Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection son registre des déchets réceptionnés.

L'inspection a constaté sur le registre l'absence des champs :

- de l'adresse de l'expéditeur des déchets ;
- du numéro de SIRET du producteur des déchets ;
- du numéro de SIRET de l'expéditeur des déchets.

Par courriel du 5 mai 2023, l'exploitant a transmis un échantillon de son registre de déchets dans lequel figure les renseignements manquants. La prescription est dorénavant respectée.
Cette prescription pourra faire l'objet d'une nouvelle visite d'inspection ultérieurement.

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. [...] Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Constats : L'inspection a constaté que le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ne couvre pas l'ensemble des voies de circulation et des aires de stationnement, et ne recueille qu'une partie des effluents. Pourtant, le plan d'ensemble de l'annexe 3 du dossier d'enregistrement indique que le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées couvre l'ensemble de la voirie de l'installation. L'exploitant a présenté un bon de commande daté du 14 mars 2023 pour la construction de la partie du réseau de collecte manquant. Le bon de commande, non visé par le fournisseur, ne constitue pas une garantie suffisante sur l'engagement des travaux. Aussi, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article. Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection un rapport de contrôle des effluents de moins d'un an. Aussi, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 20 précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois